



Initiales du maire

Initiales de la  
Dir.Gén/Sec. Très

## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

### PROVINCE DE QUÉBEC MRC LE VAL-SAINT-FRANÇOIS MUNICIPALITÉ DE VAL-JOLI

**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire du conseil municipal, tenue lundi le 3 février 2020 à 20 h, en son lieu habituel au 500, route 249 à Val-Joli.

Sont présents : Sylvain Côté, conseiller; Philippe Verly, conseiller; Gilles Perron, conseiller; Raymond Côté, conseiller; Lise Larochelle, conseillère et Josiane Perron, conseillère formant quorum sous la présidence du maire Rolland Camiré.

Est également présente Nathalie Rousseau, directrice générale et secrétaire-trésorière.

#### 1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le maire Rolland Camiré constate le quorum à 20 h et déclare la séance ouverte.

2020-02-347

#### 2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le projet d'ordre du jour a été remis à chaque membre du conseil et aux gens présents. Il est proposé par le conseiller Sylvain Côté, appuyé par le conseiller Philippe Verly que l'ordre du jour de la présente soit le suivant :

##### Ordre du jour

1. Ouverture de la séance
2. Adoption de l'ordre du jour

#### ADMINISTRATION

3. Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 2 décembre 2019
4. Adoption du procès-verbal de la séance extraordinaire du 17 décembre 2019 - budget
5. Adoption du procès-verbal de la séance extraordinaire du 17 décembre 2019
6. Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 13 janvier 2020
7. Adoption du procès-verbal de la séance extraordinaire du 20 janvier 2020
8. Première période de questions du public
9. Autorisation des comptes
10. Rapports des différents comités
  - a. Mairie
  - b. Régie incendie
  - c. Loisirs
  - d. Environnement
  - e. Trans-Appel
  - f. Urbanisme
11. Dépôt liste des contrats du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019
12. Mise à jour du site internet pour 2020 – adjudication du mandat
13. Avis de motion règlement portant sur la gestion contractuelle
14. Dépôt du projet de règlement 2020-01 intitulé « Règlement portant sur la gestion contractuelle »
15. Déploiement de la fibre optique – autorisation pour équipements
16. Ajout boîte postale communautaire – demande à Postes Canada
17. Directrice générale et secrétaire-trésorière
18. Autorisation transfert de comptes

#### SÉCURITÉ PUBLIQUE

#### TRANSPORT

#### HYGIÈNE DU MILIEU

19. Demande de Granulab suite à la résolution 2019-11-268
20. Travaux d'alimentation en eau potable – autorisation de paiement facture WSP Canada Inc. – facture 896806
21. Travaux d'alimentation en eau potable – décompte progressif numéro 4
22. Travaux d'alimentation en eau potable – décompte progressif numéro 5
23. Travaux d'alimentation en eau potable – autorisation de paiement facture 200458 d'Avizo Experts-Conseils



Initiales du maire

Initiales de la  
Dir.Gén/Sec. Très

## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

### SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

#### AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT

24. Compte-rendu de l'officière en bâtiment, environnement et agraire – janvier 2020
25. Avis de motion règlement modifiant visant à modifier le règlement sur les permis et certificats numéro 2004-9 dans le but de modifier la caducité de l'épandage de matières résiduelles fertilisantes (MRF)
26. Dépôt du projet de règlement 2020-02 intitulé « Règlement visant à modifier le règlement sur les permis et certificats numéro 2004-9 dans le but de modifier la caducité de l'épandage de matières résiduelles fertilisantes (MRF)

#### LOISIRS ET CULTURE

27. Semaine de l'Action bénévole 2020 – demande de subvention
28. Le Club Les Patins d'Argent de Windsor – demande de commandite
29. Action-Partage – demande aide financière

#### AUTRES

30. Affaires nouvelles et suivi
  31. Deuxième période de questions
  32. Correspondance
  33. Levée de l'assemblée
- Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

#### ADMINISTRATION

- 2020-02-348**     **3. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 2 DÉCEMBRE 2019**
- Les élus ayant pris connaissance du procès-verbal de la séance ordinaire du 2 décembre 2019, ils renoncent à sa lecture.  
Il est proposé par le conseiller Gilles Perron, appuyé par la conseillère Josiane Perron d'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 2 décembre 2019.  
Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.
- 2020-02-349**     **4. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 17 DÉCEMBRE 2019**
- Les élus ayant pris connaissance du procès-verbal de la séance extraordinaire du 17 décembre 2019, ils renoncent à sa lecture.  
Il est proposé par le conseiller Raymond Côté, appuyé par la conseillère Josiane Perron d'approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du 17 décembre 2019. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.
- 2020-02-350**     **5. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 17 DÉCEMBRE 2019**
- Les élus ayant pris connaissance du procès-verbal de la séance extraordinaire du 17 décembre 2019, ils renoncent à sa lecture.  
Il est proposé par le conseiller Raymond Côté, appuyé par la conseillère Josiane Perron d'approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du 17 décembre 2019. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.
- 2020-02-351**     **6. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 13 JANVIER 2020**
- Les élus ayant pris connaissance du procès-verbal de la séance ordinaire du 13 janvier 2020, ils renoncent à sa lecture.  
Il est proposé par le conseiller Philippe Verly, appuyé par la conseillère Josiane Laroche d'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 13 janvier 2020.  
Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.
- 2020-02-352**     **7. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 20 JANVIER 2020**
- Les élus ayant pris connaissance du procès-verbal de la séance ordinaire du 20 janvier 2020, ils renoncent à sa lecture.



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

Il est proposé par le conseiller Gilles Perron, appuyé par la conseillère Josiane Perron d'approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du 20 janvier 2020. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

### 8. PREMIÈRE PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC

Mario St-Pierre : S'informe sur la diffusion des procès-verbaux des séances antérieures.

Philippe Laplante : Pourquoi le procès-verbal de décembre 2019 n'a pas été adoptée avant la séance de février 2020?

Mario St-Pierre : S'informe si le nouveau bâtiment de suppression est barré et sécurisé.

2020-02-353

### 9. AUTORISATION DES COMPTES

Attendu que la directrice générale a remis, avant la séance régulière du conseil, les factures, les chèques et les feuilles de temps pour étude, aux membres du conseil responsables de leurs vérifications, qu'une copie de la liste des comptes à payer a été remise à chacun et que les membres du conseil ont pu obtenir des réponses à leurs interrogations au sujet des diverses dépenses, Il est proposé par la conseillère Lise Larochelle, appuyé par la conseillère Josiane Perron :

Que les comptes à payer et les chèques émis selon la liste transmise jointe aux présentes soient acceptés et/ou payés tel que présenté.

### SALAIRES

Les chèques de salaires nets pour la période du 1<sup>er</sup> au 31 janvier 2020 représentent un total net de 16 483.19 \$.

## COMPTES À PAYER EN DATE DU 31 JANVIER 2020

### MUNICIPALITÉ DE VAL-JOLI

31 janvier 2020

Liste des paiements émis ( du 2020-02-03 au 2020-02-03 )

Détaillée par No déboursés

Poste Banque: 54-110-00-000

N° déboursé	N° chèque	Lot	Date	N° fourn.	Nom	Montant
202000058 (A)			2020-02-04	14	VIVACO groupe coopératif	205,06 \$
202000059 (A)			2020-02-04	31	IMPRIMERIE PUBLIDIFFUSION	11,50 \$
202000060 (A)			2020-02-04	32	INFOTECH	39,21 \$
202000061 (A)			2020-02-04	34	JOURNAL ACTUALITÉS - L'ÉTINCELLE	263,29 \$
202000062 (A)			2020-02-04	39	RÉGIE INTERMUN. INCENDIE WINDSOR	94 797,50 \$
202000063 (A)			2020-02-04	41	MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS	214,30 \$
202000064 (A)			2020-02-04	60	PIECES D'AUTO BILODEAU INC.	293,44 \$
202000065 (A)			2020-02-04	241	PÉTROLES SHERBROOKE	803,73 \$
202000066 (A)			2020-02-04	256	MÉCANIQUE G.S.B. INC	367,53 \$
202000067 (I)	7815		2020-02-04	638	FONDS D'INFORMATION SURLE TERRITOIRE	16,00 \$
202000068 (A)			2020-02-04	743	LACASSE PIER	160,32 \$
202000069 (A)			2020-02-04	784	LAVE-AUTO DEPAN'EXPRESS	223,91 \$
202000070 (A)			2020-02-04	789	ÉNERGIE SONIC INC.	1 632,33 \$
202000071 (A)			2020-02-04	887	EXCAVATION MICHEL MARCOTTE	275,94 \$
202000072 (A)			2020-02-04	947	ROLLAND CAMIRÉ	90,00 \$
202000073 (I)	7816		2020-02-04	949	LA MUTUELLE DES MUNICIPALITÉS DU QC	2 500,00 \$
202000074 (A)			2020-02-04	950	ULTRA MEDIC GARY DACRES ENR.	29,66 \$
202000075 (I)	7817		2020-02-04	993	FÉLIX NORMANDIN	181,61 \$
202000076 (I)	7818		2020-02-04	1165	COMITÉ DE LA FAMILLE & DES AINÉS	125,00 \$
202000077 (A)			2020-02-04	1270	NATHALIE ROUSSEAU	90,00 \$
202000078 (A)			2020-02-04	1280	GONFLABLE.CA INC.	362,49 \$
202000079 (A)			2020-02-04	1289	CAIN LAMARRE SENCRL	126,73 \$
202000080 (I)	7819		2020-02-04	1338	CHAUFFAGE VINCENT AUDET	250,17 \$

**Total des chèques émis avec le poste 54-110-00-000** 103 059,72 \$

**Total des chèques** 103 059,72 \$



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

### INCOMPRESSIBLES DU MOIS ET FACTURES AUTORISÉES D'AVANCE

#### MUNICIPALITÉ DE VAL-JOLI

31 janvier 2020

Liste des paiements émis ( du 2020-01-14 au 2020-02-02 )

Détaillée par No déboursés

Poste Banque: 54-110-00-000

N° déboursé	N° chèque	Lot	Date	N° fourn.	Nom	Montant
202000001 (C)	7805		2020-01-19	1153	SIMON DESAULNIERS	100,00 \$
202000002 (I)	7806		2020-01-19	1264	MAUDE BÉGIN	100,00 \$
202000003 (I)	7807		2020-01-19	1162	JULIE MAURICE	100,00 \$
202000008 (C)	7808		2020-01-19	1241	GENEVIÈVE MILLER	200,00 \$
202000039 (C)			2020-01-15	964	TELUS	45,99 \$
202000040 (C)	7811		2020-01-15	541	COMBEQ	436,91 \$
202000041 (C)			2020-01-15	15	ADMQ	548,43 \$
202000042 (C)			2020-01-22	589	CONSEIL SPORT LOISIR DE L'ESTRIE	100,00 \$
202000043 (C)			2020-01-22	742	QUEBEC MUNICIPAL	334,94 \$
202000044 (C)	7812		2020-01-22	1005	AVIZO EXPERTS-CONSEILS	20 158,03 \$
202000045 (I)	7813		2020-01-22	909	DOMTAR INC	34 492,50 \$
202000046 (I)			2020-01-31	723	AXION	167,89 \$
202000051 (I)	7814		2020-01-29	19	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES	87,16 \$
202000052 (I)			2020-01-31	8	Retraite QUÉBEC	531,06 \$
202000053 (I)			2020-01-31	745	FIDUCIE DESJARDINS	1 714,73 \$
202000054 (I)			2020-01-31	67	MINISTRE DU REVENU	5 233,86 \$
202000055 (I)			2020-01-31	68	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	1 885,26 \$
202000057 (I)			2020-01-31	1169	CNESST	41,22 \$

**Total des chèques émis avec le poste 54-110-00-000** 66 277,98 \$

**Total des chèques** 66 277,98 \$

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

#### 10. RAPPORTS DES DIFFÉRENTS COMITÉS

Les conseillers et le maire font un résumé des points importants de chacun des comités de la Municipalité.

Mairie (Rolland Camiré) : On travaille sur le dossier aqueduc route 249 et rang 10 à compléter, St-Gabriel est complété.

Régie incendie (Philippe Verly) : La réunion sera la semaine prochaine.

Loisirs (Josiane Perron) : Le 19 janvier a eu lieu la Fête des Nouveaux-Nés, il y avait 4 familles pour 5 nouveaux-nés. Plaisir d'hiver samedi la glace était belle, la température aussi, la prochaine étape est de préparer la saison de balle.

Environnement (Josiane Perron) : Truc maison pour la journée de l'arbre. On verra avec Martin Lemieux de l'Éco-centre si c'est possible de préparer quelque chose lors de la journée de l'arbre. Formation pour s'adapter au changement climatique. La MRC prévoit un règlement pour l'abattage des arbres.

Trans-Appel (Gilles Perron) : Une rencontre s'est tenue mercredi dernier, les données pour 2019 ont été déposées. Val-Joli pour le transport adapté avait en 2018 924 déplacements comparativement à 934 en 2019. Pour le transport collectif, Val-Joli avec 25 personnes en 2018 comparativement à 25 personnes en 2019. Par contre, le transport collectif assume une perte de 40 déplacements. Le poste de répartitrice a été comblé à l'interne et une nouvelle ressource a été embauchée pour combler le poste vacant à l'interne.

Urbanisme (Philippe Verly) : Il y aura une rencontre du CCU le 13 février 2020.

#### 2020-02-354 11. DÉPÔT LISTE DES CONTRATS DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2019 AU 31 DÉCEMBRE

La directrice générale et secrétaire-trésorière dépose la liste des contrats du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019 comprenant une dépense de plus de 2 000 \$ avec le même contractant lorsque l'ensemble des contrats comportent une dépense totale d'au moins 25 000 \$. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.



Initiales du maire

Initiales de la  
Dir.Gén/Sec. Très

## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

**2020-02-355 12. MISE À JOUR DU SITE INTERNET POUR 2020 – ADJUDICATION DU MANDAT**

Il est proposé par la conseillère Josiane Perron, appuyé par la conseillère Lise Laroche d'adjuger le mandat pour la mise à jour du site internet de la Municipalité pour l'année 2020 à Hélène Gascon au coût de 800 \$. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

**2020-02-356 13. AVIS DE MOTION RÈGLEMENT PORTANT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE**

Il est, par la présente, donné avis de motion, par le conseiller Gilles Perron qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le règlement numéro 2020-01 portant sur la gestion contractuelle et demande de dispense de lecture est faite conformément à la loi.

**2020-02-357 14. DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT 2020-01 INTITULÉ « RÈGLEMENT PORTANT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE »**

Il est, par la présente, déposé par le conseiller Gilles Perron, le projet du règlement numéro 2020-01 intitulé « Règlement portant sur la gestion contractuelle » qui sera adopté à une séance subséquente.

**PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU VAL SAINT-FRANÇOIS  
MUNICIPALITÉ DE VAL-JOLI**

---

### **RÈGLEMENT NUMÉRO 2020-01 PORTANT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE**

---

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité a adopté sa première Politique de gestion contractuelle le 6 décembre 2010;

**CONSIDÉRANT QUE** la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* (L.Q. 2017 c. 13) a été sanctionnée le 16 juin 2017 et que certaines de ses dispositions sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018;

**CONSIDÉRANT QUE** des mesures additionnelles doivent être prévues dans un règlement portant sur la gestion contractuelle afin que la Municipalité puisse exercer la faculté de donner des contrats de gré à gré tout en favorisant la rotation des fournisseurs;

**CONSIDÉRANT QUE** des règles doivent également être mises en place pour la passation des contrats qui comportent une dépense d'au moins 25 000 \$ mais inférieure au seuil d'appel d'offres public fixé par règlement ministériel, ces règles pouvant varier selon des catégories de contrats déterminées;

**CONSIDÉRANT QUE** l'article 278 de cette loi prévoit aussi que la Politique de gestion contractuelle en vigueur est réputée être un règlement sur la gestion contractuelle, si aucun autre règlement n'est adopté à ce sujet;

**CONSIDÉRANT QU'**il est de l'avis de ce conseil de mettre en place un règlement sur la gestion contractuelle tenant compte des nouvelles règles applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018;

**CONSIDÉRANT QU'**un avis de motion du *Règlement numéro 2020-01 portant sur la gestion contractuelle* a été donné le 13 janvier 2020;

**CONSIDÉRANT QUE** le projet de règlement a été déposé le 13 janvier 2020;



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

**LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

### **Chapitre 1 - DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES**

#### **Section I – DÉFINITIONS**

1. Dans le présent règlement et sauf exception, les expressions ou les mots suivants signifient :

**a) « Achat »** : Toute fourniture d'un bien ou d'un service requis dans le cours des opérations de la Municipalité, qui peut être acquise par appel d'offres ou de gré à gré;

**b) « Achat au comptoir »** : Toute fourniture d'un bien ou d'un service, qui peut être acquise de gré à gré de manière ponctuelle et pour lequel le prix est déjà fixé par le fournisseur pour l'ensemble de sa clientèle, tel que l'achat de denrées, de fournitures de bureau ou de produits en vente libre;

**c) « Appel d'offres »** : Processus d'acquisition publique ou par voie d'invitation écrite qui sollicite auprès des fournisseurs des soumissions écrites de prix pour des biens ou services suivant les conditions définies à l'intérieur de documents prévus à cette fin. Est exclue la demande de prix lorsqu'aucun appel d'offres n'est requis par la loi ou par le présent règlement

**d) « Bon de commande »** : Document confirmant à un fournisseur la marchandise à livrer ou le service à exécuter selon les conditions afférentes;

**e) « Comité de sélection »** : Comité formé lorsque le processus d'adjudication prévoit l'utilisation d'un système de pondération et d'évaluation des offres, peu importe la méthode retenue;

**f) « Contrat »** : Tout engagement par lequel la Municipalité obtient des services (incluant des assurances), fait exécuter des travaux ou achète des biens et pour lequel elle s'engage à déboursier une somme à titre de paiement à un entrepreneur ou à un fournisseur, à l'exception d'un contrat de travail ou d'une entente intermunicipale;

**g) « Contrat d'approvisionnement »** : Contrat pour l'achat ou la location de biens meubles dans lequel des frais peuvent être inclus pour l'installation, le fonctionnement et l'entretien des biens;

**h) « Contrat de construction »** : Contrat pour la construction, la reconstruction, la démolition, la réparation ou la rénovation d'un bâtiment ou d'un ouvrage de génie civil, y compris la préparation du site, les travaux d'excavation, de forage et de dynamitage, la fourniture de produits et de matériaux, d'équipement et de machinerie si ceux-ci sont prévus au contrat et y sont reliés, ainsi que l'installation et la réparation des équipements fixes d'un bâtiment ou d'un ouvrage de génie civil;

**i) « Contrat de services »** : Contrat pour la fourniture de services dans lequel des pièces ou des matériaux nécessaires à cette fourniture peuvent être inclus ;

**j) « Contrat de services professionnels »** : Contrat pour la fourniture de services qui, en vertu d'une loi ou d'un règlement, ne peuvent être rendus que par un médecin, un dentiste, un infirmier, un pharmacien, un médecin vétérinaire, un



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

ingénieur, un arpenteur-géomètre, un architecte, un comptable professionnel agréé, un avocat ou un notaire ;

**k) « Demande de prix »** : Communication écrite ou verbale tenue de façon confidentielle avec un minimum de deux (2) fournisseurs aux fins d'obtenir des prix par écrit, l'utilisation du courriel étant autorisé;

**l) « Dépassement de coût »** : Tout coût excédentaire au coût initial d'un contrat, autre qu'une variation dans les quantités estimées à prix unitaire;

**m) « Fonctionnaire responsable »** : Le fonctionnaire responsable de l'appel d'offres ou de la gestion du contrat, selon le contexte;

**n) « Fournisseur »** : Personne physique ou morale retenue pour l'exécution d'un contrat à la suite d'un appel d'offres ou à la suite de la conclusion d'un contrat découlant d'une négociation de gré à gré dans les cas applicables;

**o) « Procédure de sollicitation »** : Ensemble des mécanismes unifiés par la Municipalité en vue de l'attribution d'un contrat à un fournisseur selon l'une ou l'autre des méthodes d'adjudication prévues dans les présentes (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, demande de prix ou sollicitation de gré à gré);

**p) « Responsable de l'activité budgétaire »** : Tout fonctionnaire qui répond aux exigences réglementaires sur le contrôle et suivi budgétaire à titre de responsable d'activité budgétaire;

**q) « S.A.P. »** : Seuil d'appel d'offres public fixé par règlement ministériel;

**r) « Soumissionnaire »** : Personne physique ou morale qui a l'intention de soumissionner ou qui a déposé une soumission dans le cadre d'un appel d'offres et qui s'est engagée à satisfaire aux exigences et conditions des documents d'appel d'offres si le contrat lui est octroyé.

### Section II – OBJET

2. L'objet du présent règlement est de mettre en place des règles de gestion contractuelle qui porte sur les sept (7) catégories de mesures qui sont exigées par l'article 938.1.2 du *Code municipal* (RLRQ, c. C-27.1), dans le but d'assurer aux contribuables de la Municipalité que les sommes dépensées aux fins de l'achat de biens ou de services le sont conformément aux principes d'équité, de transparence et de saine gestion.

3. Les règles prévues par le présent règlement doivent être interprétées de façon à respecter le principe de proportionnalité en fonction de la nature et du montant de la dépense, du contrat à intervenir et eu égard aux coûts, au temps exigé et à la taille de la Municipalité.

### Section III – CHAMP D'APPLICATION

4. Les dispositions du présent règlement :

a) n'ont pas pour effet de remplacer ou modifier toute disposition législative ou réglementaire en matière de passation de contrats municipaux, notamment les dispositions applicables aux contrats d'une valeur égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public fixé par règlement ministériel;



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

b) n'ont pas pour effet d'empêcher qu'un contrat puisse être conclu dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population ou à détériorer sérieusement les équipements municipaux, auquel cas le préfet, ou toute autre personne autorisée par l'article 937 du *Code municipal* ou par Règlement de la Municipalité, peut passer outre aux présentes règles et adjudger le contrat nécessaire afin de pallier à la situation;

c) n'ont pas pour effet de limiter la possibilité pour la Municipalité d'utiliser tout mode de mise en concurrence pour l'attribution d'un contrat, que ce soit par appel d'offres public, sur invitation ou par une demande de prix, même si elle peut légalement procéder de gré à gré;

d) n'ont pas pour effet d'empêcher la Municipalité de procéder de gré à gré dans les cas où la loi ou le présent règlement lui permet de ce faire;

e) s'appliquent peu importe que le contrat soit octroyé par le conseil ou par un fonctionnaire autorisé;

f) lient les soumissionnaires, les fournisseurs, de même que toute personne qui, par ses actions, cherche à conclure un contrat avec la Municipalité.

Tout intervenant autorisé ou tout fournisseur ou entrepreneur impliqué dans un processus contractuel doit agir conformément au règlement de gestion contractuelle.

5. Les dispositions du présent règlement ne s'appliquent pas :

a) lors d'un achat au comptoir;

b) aux exceptions qui apparaissent à l'article 938 du *Code municipal*.

### Chapitre 2 - MESURES VISÉES À L'ARTICLE 938.1.2 DU CODE MUNICIPAL

#### **Section I - LES MESURES FAVORISANT LE RESPECT DES LOIS APPLICABLES QUI VISENT À LUTTER CONTRE LE TRUQUAGE DES OFFRES.**

6. Aucun employé ou membre du conseil ne peut divulguer un renseignement permettant de connaître le nombre ou l'identité des personnes qui ont été invitées à déposer un prix ou une soumission, qui ont présenté un prix ou une soumission ou qui ont demandé une copie de la demande de soumissions, d'un document auquel elle renvoie ou d'un document additionnel qui y est lié, et ce jusqu'à l'ouverture des soumissions.

7. Tout appel d'offres doit prévoir que le soumissionnaire doit, pour tout renseignement, s'adresser uniquement par écrit au fonctionnaire responsable ou à son représentant dont les coordonnées apparaissent à l'appel d'offres.

8. Tout employé ou membre du conseil de la Municipalité ne doit pas communiquer de renseignement à un soumissionnaire dans le cadre d'un processus d'appel d'offres et doit le diriger obligatoirement vers le fonctionnaire responsable ou son représentant dont les coordonnées apparaissent à l'appel d'offres.



Initiales du maire

Initiales de la  
Dir.Gén/Sec. Très

## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

9. Tout renseignement disponible concernant un appel d'offres doit être accessible de manière impartiale et uniforme pour tous les soumissionnaires potentiels. Plus particulièrement, le fonctionnaire responsable doit s'assurer que les documents qui auraient été préparés par un consultant pour la Municipalité et qui contiennent des renseignements techniques doivent être accessibles à l'ensemble des soumissionnaires potentiels.

10. Tout appel d'offres doit prévoir que pour être admissible à l'adjudication d'un contrat, un soumissionnaire, ainsi que tout sous-contractant qu'il associe à la mise en œuvre de sa soumission, ne doit pas avoir été déclaré, dans les cinq (5) dernières années, coupable de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autres actes de même nature, ou tenu responsable de tels actes à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat, par une décision finale d'un tribunal, d'un organisme ou d'une personne exerçant des fonctions judiciaires ou quasi judiciaires.

11. Le fonctionnaire responsable doit s'assurer que les soumissionnaires n'ont pas été reconnus coupables d'infraction à une loi visant à contrer le truquage des offres telles que la *Loi prévoyant certaines mesures afin de lutter contre la criminalité dans l'industrie de la construction* (L.Q., 2009, c. 57) et la *Loi sur la concurrence* (L.R.C., 1985, c. C-34), et doit aussi s'assurer que l'établissement d'un lien d'affaires avec un soumissionnaire ne va pas à l'encontre d'une sanction qui lui est imposée.

<b>Section II - LES MESURES VISANT À ASSURER LE RESPECT DE LA <i>LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME</i> (RLRQ, c. T-11.011) ET DU <i>CODE DE DÉONTOLOGIE DES LOBBYISTES</i> ADOPTÉ EN VERTU DE CETTE LOI.</b>
---

12. Tout appel d'offres doit prévoir que tout soumissionnaire doit affirmer solennellement, par une déclaration écrite qu'il doit joindre à sa soumission, que si des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention du contrat, elles ont respecté la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (dont des extraits sont joints en Annexe II) et le *Code de déontologie des lobbyistes*.

Le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet automatique de la soumission.

13. Tout contrat doit prévoir une clause permettant à la Municipalité, en cas de non-respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* ou le *Code de déontologie des lobbyistes*, de résilier ce contrat si le non-respect est découvert après son attribution, et ce, pour autant que le manquement soit lié à des événements directement reliés au contrat avec la Municipalité.

14. Tout élu ou employé municipal qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* doit demander à cette personne si elle est inscrite au Registre des lobbyistes.

Dans le cas contraire, l'élu ou l'employé municipal doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au Registre des lobbyistes.



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

### **Section III - LES MESURES AYANT POUR BUT DE PRÉVENIR LES GESTES D'INTIMIDATION, DE TRAFIC D'INFLUENCE OU DE CORRUPTION.**

15. Les garanties financières exigées d'un soumissionnaire doivent être adaptées en fonction de la nature réelle du besoin en vue d'éviter de les surévaluer ou qu'elles ne soient pas disproportionnées par rapport au contrat.

16. Aucune clause d'un appel d'offres ne doit permettre le retrait d'une soumission après son ouverture. La garantie de soumission déposée, le cas échéant, doit être confisquée et l'excédent de coûts pour la Municipalité doit être réclamé du soumissionnaire défaillant, s'il était le plus bas soumissionnaire conforme.

17. En vue d'éviter de mettre en présence les soumissionnaires potentiels, aucune participation obligatoire à des visites de chantiers en groupe ne doit être prévue.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un projet de réfection d'ouvrage existant dont l'ampleur est telle que le projet ne peut pas être décrit de façon précise aux documents d'appel d'offres, les visites obligatoires doivent être effectuées de manière individuelle sur rendez-vous avec les soumissionnaires.

18. Tout appel d'offres doit prévoir que tout soumissionnaire doit affirmer solennellement, par une déclaration écrite (jointe en Annexe III) qu'il doit joindre à sa soumission, qu'à sa connaissance et après une vérification sérieuse, sa soumission est établie sans collusion, communication, entente ou arrangement avec un concurrent.

Le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet automatique de la soumission.

19. Toute déclaration de culpabilité d'un soumissionnaire à l'effet qu'il aurait établi une soumission avec collusion, communication, entente ou arrangement avec un concurrent, doit être sanctionnée par son inéligibilité à soumissionner pour tout contrat avec la Municipalité pendant cinq (5) ans qui suivent sa reconnaissance de culpabilité.

### **Section IV - LES MESURES AYANT POUR BUT DE PRÉVENIR LES SITUATIONS DE CONFLITS D'INTÉRÊTS.**

20. Le comité de sélection doit être composé d'au moins trois (3) membres, en plus d'un (1) secrétaire du comité, qui ne sont pas des membres du conseil.

21. Le comité de sélection doit être constitué avant le lancement de l'appel d'offres, mais sa composition doit être gardée confidentielle.

22. Chaque membre du comité de sélection doit remplir un engagement solennel, selon le formulaire joint en Annexe IV du présent règlement:

a) à exercer ses fonctions sans partialité, favoritisme ou considération et en respectant les règles d'éthique applicables;

b) advenant le cas où il apprenait que l'un des soumissionnaires ou actionnaires ou encore membres du conseil d'administration de l'un d'entre eux lui serait



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

apparenté ou aurait des liens d'affaires avec lui, ou qu'il serait en concurrence avec un des soumissionnaires sous-évaluation, à en avertir sans délai le secrétaire du comité de sélection.

23. Le secrétaire du comité de sélection doit s'assurer que les membres de ce comité disposent de l'information pertinente relativement à leur mandat et leur donne accès à une formation de base.

<b>Section V - LES MESURES AYANT POUR BUT DE PRÉVENIR TOUTE AUTRE SITUATION SUSCEPTIBLE DE COMPROMETTRE L'IMPARTIALITÉ ET L'OBJECTIVITÉ DU PROCESSUS DE DEMANDES DE SOUMISSIONS ET DE LA GESTION DU CONTRAT QUI EN RÉSULTE</b>
--

24. Les membres d'un comité de sélection doivent s'engager à ne divulguer aucun renseignement portant sur les discussions et les pointages attribués lors de leurs travaux.

25. Le fonctionnaire responsable ou son représentant dont les coordonnées apparaissent à l'appel d'offres, sont les seuls pouvant émettre un addenda dans le cadre d'un processus d'appel d'offres. Ce fonctionnaire doit s'assurer de fournir et donner accès aux soumissionnaires une information impartiale, uniforme, égale et éliminer tout favoritisme.

26. Lorsqu'un système de pondération et d'évaluation des offres est prévu pour l'adjudication d'un contrat, les documents d'appel d'offres peuvent prévoir l'utilisation d'un formulaire permettant une présentation uniforme des informations requises des soumissionnaires pour la démonstration de la qualité.

27. Tout appel d'offres doit prévoir qu'aucune personne qui a participé à l'élaboration de l'appel d'offres ne peut soumissionner, ni contrôler directement ou indirectement une entreprise soumissionnaire.

Ne sont toutefois pas visées par la présente exclusion, les personnes qui ont participé à l'élaboration de clauses techniques ou à l'estimation des coûts d'un projet, dans la mesure où les documents qu'ils ont préparés, incluant la ventilation détaillée des coûts, sont fournis à l'ensemble des soumissionnaires.

28. Tout appel d'offres doit prévoir que tout soumissionnaire doit produire une déclaration relative à ses intentions de sous-contracter lorsque cette option est permise et qui précise, le cas échéant, les sous-contractants visés de façon à limiter toute collusion possible, à l'exception de ceux qui sont déterminés par l'intermédiaire du Bureau des soumissions déposées du Québec ou par une agence détenant un permis courtage de transport en vrac.

L'appel d'offres peut cependant prévoir, dans le cadre d'un contrat de construction, que la liste des sous-contractants sera déposée avant la signature du contrat ou au plus tard, à la date d'ouverture du chantier.

Tout appel d'offres peut prévoir que le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet automatique de la soumission.

29. Tout appel d'offres doit prévoir que tout soumissionnaire doit affirmer solennellement, par une déclaration écrite qu'il doit joindre à sa soumission (Annexe II), qu'à sa connaissance et après vérification sérieuse, ni lui ni aucun



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

collaborateur ou employé n'a communiqué ou tenter de communiquer avec un employé ou un membre du conseil de la Municipalité dans le but de l'influencer ou d'obtenir des renseignements relativement à cet appel d'offres, sauf dans le cadre d'une communication écrite avec le fonctionnaire responsable ou son représentant dont les coordonnées apparaissent à l'appel d'offres.

Le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet automatique de la soumission.

Si un tel acte est découvert après l'adjudication du contrat, la Municipalité se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours contre ce cocontractant.

30. Toute entreprise ayant un siège social au Québec, intéressée à conclure un contrat de construction de 25 000 \$ ou plus avec la Municipalité doit fournir une attestation délivrée par Revenu Québec indiquant qu'elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales du Québec et qu'elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit de Revenu Québec. Dans l'éventualité où l'adjudicataire utilise des sous-contractants, il a la responsabilité de s'assurer qu'ils détiennent une attestation valide de Revenu Québec si le montant de leur sous-contrat respectif est de 25 000 \$ ou plus.

### **Section VI - LES MESURES VISANT À ENCADRER LA PRISE DE TOUTE DÉCISION AYANT POUR EFFET D'AUTORISER LA MODIFICATION D'UN CONTRAT**

31. La Municipalité doit s'assurer que des réunions de chantier soient régulièrement tenues pendant l'exécution de travaux de construction afin d'assurer le suivi de l'exécution du contrat et particulièrement, le contrôle des coûts qui en résultent.

32. En cas d'imprévu et s'il devient nécessaire de modifier un contrat en cours de réalisation, les règles suivantes doivent être respectées :

- a) la modification doit être accessoire au contrat et ne pas en changer la nature, la modification du contrat étant l'exception;
- b) un fonctionnaire ne peut autoriser une modification d'un contrat entraînant un dépassement de coûts que dans la mesure où il respecte les seuils autorisés par les dispositions réglementaires décrétant les règles de délégation, de contrôle et de suivi budgétaires en vigueur, auquel cas il doit émettre un bon de commande;
- c) tout dépassement de moins de 5 000 \$ doit être autorisé par écrit par le responsable de l'activité budgétaire;
- d) tout dépassement de plus de 5 000 \$ doit être autorisé par résolution du conseil de la Municipalité.

### **Section VII - LES MESURES POUR FAVORISER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS À L'ÉGARD DES CONTRATS QUI COMPORTENT UNE DÉPENSE D'AU MOINS 25 000 \$ MAIS INFÉRIEURE AU SEUIL D'APPEL D'OFFRES PUBLIC FIXÉ PAR RÈGLEMENT MINISTÉRIEL**

33. La Municipalité doit favoriser une rotation parmi les éventuels cocontractants qui peuvent répondre à ses besoins et, lorsqu'il s'agit d'une demande de prix ou d'un appel d'offres sur invitation ou de gré à gré lorsque ce mode est autorisé, elle



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

doit, dans la mesure du possible, inviter les nouveaux concurrents qui n'auraient pas été sollicités lors d'une adjudication antérieure. Pour les contrats de gré à gré, une nouvelle recherche de soumissionnaires doit être effectuée à chaque nouveau contrat lorsque le marché est suffisant.

À cet effet, le fonctionnaire responsable de la sollicitation doit prendre les moyens nécessaires afin de favoriser une telle rotation et documenter le processus au moyen d'un support approprié, afin de favoriser une répartition équitable des contrats et l'accessibilité aux nouveaux concurrents de la région.

La rotation ne doit pas se faire au détriment de la saine gestion des dépenses publiques. Advenant le cas où la rotation ne peut être profitable à la Municipalité, le fonctionnaire responsable de l'appel d'offres doit documenter sa décision en remplissant le formulaire prévu à l'Annexe I du présent règlement et en s'appuyant sur des faits objectifs et démontrables.

### CHAPITRE 3 - RÈGLES DE PASSATION DE CERTAINS CONTRATS

#### Section I - RÈGLES GÉNÉRALES DE SOLLICITATION ET D'ADJUDICATION DES CONTRATS

34. Sous réserve de ce qui peut être mentionné spécifiquement ci-après selon la nature du contrat à être octroyé, les règles prévues dans la présente section doivent être considérées de manière générale par la Municipalité, lorsqu'un processus de sollicitation est initié.

Lorsqu'applicable, l'utilisation de contrats à forfait et à prix unitaire est favorisée plutôt qu'à taux horaire, et ce, afin de permettre un partage des risques avec les fournisseurs.

35. La Municipalité peut procéder à la sollicitation et à l'adjudication d'un contrat de gré à gré lorsque l'objet de ce contrat apparaît à la liste des exceptions prévues à l'article 938 du *Code municipal*. La présente disposition n'a pas pour effet d'écarter l'application des dispositions prévues aux sections VI et VII du chapitre 2 qui demeurent applicables à ces contrats, le cas échéant.

36. Lorsque la Municipalité est en mesure d'exercer un choix quant au mode de sollicitation, outre les situations décrites à l'article 34, les éléments suivants sont considérés :

- a) Montant du contrat;
- b) Concurrence dans le marché;
- c) Impact sur l'économie régionale;
- d) Possibilité de rotation parmi les concurrents;
- e) Effort organisationnel requis;
- f) Échéancier du besoin à combler;
- g) Plus-value anticipée d'utilisation de la procédure.

Le fonctionnaire responsable de l'appel d'offres doit remplir le formulaire prévu à l'Annexe I du présent règlement afin de documenter sa décision quant au choix du mode de sollicitation.

37. La Municipalité favorise l'achat des produits qui permettent de maintenir ou d'améliorer la qualité de l'environnement et de promouvoir le développement durable.



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

38. La Municipalité favorise, pour tous les contrats non assujettis à un appel d'offres public, le recours aux entreprises de son territoire.

39. Les modes de sollicitation varient selon les catégories suivantes :

**a. Contrat d'approvisionnement**

MODES DE SOLLICITATION (1)				
Types de contrat (2)	Gré à gré	Demande de prix (3)	Appel d'offres sur invitation écrite possible	Appel d'offres public
Contrat d'approvisionnement  Entre 0 \$ et 14 999 \$ Entre 15 000 \$ et S.A.P. S.A.P. et plus	Mode principal Exceptionnel* Sans objet	Possible Mode principal Sans objet	Possible Possible Sans objet	Inhabituel Possible Mode principal

**b. Contrats de services autres que professionnels**

MODES DE SOLLICITATION (1)				
Types de contrat (2)	Gré à gré	Demande de prix (3)	Appel d'offres sur invitation écrite possible	Appel d'offres public
Contrat de services autres que professionnels  Entre 0 \$ et 14 999 \$ Entre 15 000 \$ et le S.A.P. S.A.P. et plus	Mode principal Exceptionnel* Sans objet	Possible Mode principal Sans objet	Possible Possible Sans objet	Inhabituel Possible Mode principal

**c. Contrat de services professionnels**

MODES DE SOLLICITATION (1)				
Types de contrat (2)	Gré à gré	Demande de prix (3)	Appel d'offres sur invitation écrite possible	Appel d'offres public
Contrat de services professionnels (5)  Entre 0 \$ et 14 999 \$ Entre 15 000 \$ et le S.A.P. S.A.P. et plus	Mode principal Exceptionnel* Sans objet	Possible Mode principal Sans objet	Possible Possible Sans objet	Inhabituel Possible Mode principal (4)(5)

**d. Contrat de travaux de construction**

MODES DE SOLLICITATION (1)				
Types de contrat (2)	Gré à gré	Demande de prix (3)	Appel d'offres sur invitation écrite possible	Appel d'offres public
Contrat de travaux de construction  Entre 0 \$ et 14 999 \$ Entre 15 000 \$ et le S.A.P. S.A.P. et plus	Mode principal Exceptionnel* Sans objet	Possible Mode principal Sans objet	Possible Possible Sans objet	Inhabituel Possible Mode principal

- (1) Les contrats d'assurances demeurent assujettis aux dispositions du *Code municipal*
- (2) Le prix du contrat tient compte des taxes nettes applicables
- (3) Un minimum de deux (2) demandes de prix doit être effectué
- (4) Les contrats pour les services d'un vérificateur demeurent assujettis aux dispositions du *Code municipal*
- (5) Les règles doivent tenir compte des exceptions prévues au *Règlement sur l'adjudication de contrats pour la fourniture de certains services professionnels* (RLRQ, c.-19, r.2)



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

\*Lorsqu'un mode de sollicitation indique « Exceptionnel », cela fait référence à des travaux requis rapidement suite à des dommages ponctuels. Cette dépense sera ratifiée lors d'une séance de conseil subséquente.

Le fonctionnaire responsable a la responsabilité de vérifier auprès de plus d'une entreprise avant d'attribuer un contrat de gré à gré afin de s'assurer que ce contrat est à l'avantage de la Municipalité. Il doit également documenter les considérations qui l'ont amené à attribuer le contrat à une entreprise plutôt qu'une autre.

La directrice générale peut autoriser une dérogation lorsque le mode de sollicitation prévu dans le présent règlement est le mode principal, sauf dans le cas où les autres modes de sollicitation sont sans objet. Il doit justifier cette décision par écrit.

40. L'adjudication du contrat au soumissionnaire ayant déposé la plus basse soumission conforme dans le cadre d'un appel d'offres est la règle. Lorsqu'un système d'évaluation et de pondération des offres est utilisé, le contrat est accordé au soumissionnaire ayant obtenu le meilleur pointage.

### CHAPITRE 4 - CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

41. Tout membre du conseil qui contrevient au présent règlement est passible des sanctions prévues par les dispositions du *Code municipal* en cas d'infraction, que ce soit des sanctions civiles ou pénales.

42. Les obligations imposées au présent règlement font partie intégrante de tout contrat de travail liant la Municipalité à un employé.

En plus de toute sanction pénale prévue par la loi, un employé qui contrevient au présent règlement est passible de sanctions disciplinaires selon la gravité de la contravention commise, en fonction du principe de gradation des sanctions et pouvant entraîner une suspension sans traitement ou un congédiement.

43. Tout soumissionnaire ou sous-contractant qui contrevient à des exigences qui lui sont imposées par le présent règlement est sujet au rejet de sa soumission, à la résiliation de son contrat ou à l'inéligibilité à présenter une soumission à la Municipalité pour une période de cinq (5) années suivant une déclaration de culpabilité s'il enfreint une loi qui prévoit une telle sanction.

### CHAPITRE 5 - MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

44. La directrice générale est responsable de l'application du présent règlement.

45. Les dispositions du présent règlement s'appliquent à l'égard de tout contrat dont le processus d'adjudication commence après l'entrée en vigueur du règlement.

46. La Politique de gestion contractuelle adoptée le 6 décembre 2010 par la résolution numéro 2010-12-189 est abrogée.

47. Le présent règlement entre en vigueur selon la loi



Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

Annexe I

BESOINS DE LA MUNICIPALITÉ	
Objet du contrat	
Objectifs particuliers (économies souhaitées, qualité, environnement, etc.)	
Valeur estimée de la dépense (incluant les options de renouvellement)	Durée du contrat
MARCHÉ VISÉ	
Région visée	Nombre d'entreprises connues
Est-ce que la participation de toutes les entreprises connues est souhaitable ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Sinon, justifiez.	
Estimation du coût de préparation d'une soumission	
Autres informations pertinentes	
MODE DE PASSATION CHOISI	
Gré à gré	Appel d'offres sur invitation <input type="checkbox"/>
Demande de prix	Appel d'offres public <input type="checkbox"/>
Dans le cas d'un contrat passé de gré à gré, les mesures du RGC pour assurer la rotation sont-elles respectées ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Si oui, quelles sont les mesures concernées ?	
Sinon, pour quelle raison la rotation n'est-elle pas envisageable ?	
SIGNATURE DU FONCTIONNAIRE RESPONSABLE	



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

### Annexe II

#### Extraits de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, c. T-11.0.11)

2. Constituent des activités de lobbyisme au sens de la présente loi toutes les communications orales ou écrites avec un titulaire d'une charge publique en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérées, par la personne qui les initie, comme étant susceptibles d'influencer la prise de décisions relativement:
  - 1° à l'élaboration, à la présentation, à la modification ou au rejet d'une proposition législative ou réglementaire, d'une résolution, d'une orientation, d'un programme ou d'un plan d'action;
  - 2° à l'attribution d'un permis, d'une licence, d'un certificat ou d'une autre autorisation;
  - 3° à l'attribution d'un contrat, autrement que dans le cadre d'un appel d'offres public, d'une subvention ou d'un autre avantage pécuniaire, ou à l'attribution d'une autre forme de prestation déterminée par règlement du gouvernement;
  - 4° à la nomination d'un administrateur public au sens de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (RLRQ, c. M-30), ou à celle d'un sous-ministre ou d'un autre titulaire d'un emploi visé à l'article 55 de la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1) ou d'un emploi visé à l'article 57 de cette loi.

Le fait, pour un lobbyiste, de convenir pour un tiers d'une entrevue avec le titulaire d'une charge publique est assimilé à une activité de lobbyisme.

3. Sont considérés lobbyistes aux fins de la présente loi les lobbyistes-conseils, les lobbyistes d'entreprise et les lobbyistes d'organisation.

On entend par :

« **lobbyiste-conseil** » toute personne, salariée ou non, dont l'occupation ou le mandat consiste en tout ou en partie à exercer des activités de lobbyisme pour le compte d'autrui moyennant contrepartie;

« **lobbyiste d'entreprise** » toute personne dont l'emploi ou la fonction au sein d'une entreprise à but lucratif consiste, pour une partie importante, à exercer des activités de lobbyisme pour le compte de l'entreprise;

« **lobbyiste d'organisation** » toute personne dont l'emploi ou la fonction consiste, pour une partie importante, à exercer des activités de lobbyisme pour le compte d'une association ou d'un autre groupement à but non lucratif.

4. Sont considérés titulaires d'une charge publique aux fins de la présente loi :
  - 1° Les ministres et les députés, ainsi que les membres de leur personnel;
  - 2° Les membres du personnel du gouvernement;



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

- 3° Les personnes nommées à des organismes du gouvernement au sens de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, c. V-5.01), ainsi que les membres du personnel de ces organismes;
  - 4° Les personnes nommées à des organismes à but non lucratif qui ont pour objet de gérer et de soutenir financièrement, avec des fonds provenant principalement du gouvernement, des activités de nature publique sans offrir eux-mêmes des produits ou services au public, ainsi que les membres du personnel de ces organismes;
  - 5° Les maires, les conseillers municipaux ou d'arrondissements, les préfets, les présidents et autres membres du conseil d'une communauté métropolitaine, ainsi que les membres de leur personnel de cabinet ou du personnel des municipalités et des organismes visés aux articles 18 ou 19 de la *Loi sur le régime de retraite des membres des conseils municipaux* (RLRQ, c. R-9.3).
5. La présente loi ne s'applique pas aux activités suivantes :
- 1° Les représentations faites dans le cadre de procédures judiciaires ou juridictionnelles ou préalablement à de telles procédures;
  - 2° Les représentations faites dans le cadre d'une commission parlementaire de l'Assemblée nationale ou dans le cadre d'une séance publique d'une municipalité ou d'un organisme municipal;
  - 3° Les représentations faites dans le cadre de procédures publiques ou connues du public à une personne ou à un organisme dont les pouvoirs ou la compétence sont conférés par une loi, un décret ou un arrêté ministériel;
  - 4° Les représentations faites, par une personne qui n'est pas un lobbyiste-conseil, relativement à l'attribution d'une forme de prestation visée au paragraphe 2° ou 3° du premier alinéa de l'article 2, lorsque le titulaire d'une charge publique autorisé à prendre la décision ne dispose à cet égard que du pouvoir de s'assurer que sont remplies les conditions requises par la loi pour l'attribution de cette forme de prestation;
  - 5° Les représentations faites, en dehors de tout processus d'attribution d'une forme de prestation visée au paragraphe 2° ou 3° du premier alinéa de l'article 2, dans le seul but de faire connaître l'existence et les caractéristiques d'un produit ou d'un service auprès d'un titulaire d'une charge publique;
  - 6° Les représentations faites dans le cadre de la négociation, postérieure à son attribution, des conditions d'exécution d'un contrat;
  - 7° Les représentations faites dans le cadre de la négociation d'un contrat individuel ou collectif de travail ou de la négociation d'une entente collective de services professionnels, notamment une entente visée par la *Loi sur l'assurance maladie* (RLRQ, c. A-29);
  - 8° Les représentations faites, par une personne qui n'est pas un lobbyiste-conseil, pour le compte d'un ordre professionnel ou du Conseil interprofessionnel du Québec auprès du ministre responsable de



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

l'application des lois professionnelles ou auprès d'un membre ou d'un employé de l'Office des professions relativement à l'élaboration, à la présentation, à la modification ou au rejet de propositions concernant le *Code des professions* (RLRQ, c. C-26), la loi ou les lettres patentes constitutives d'un ordre professionnel ou les règlements pris en vertu de ces lois;

- 9° Les représentations faites, dans le cadre de leurs attributions, par les titulaires d'une charge publique;
  - 10° Les représentations faites en réponse à une demande écrite d'un titulaire d'une charge publique, y compris les représentations faites dans le cadre d'appels d'offres publics émis sous l'autorité d'un tel titulaire;
  - 11° Les représentations dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la sécurité d'un lobbyiste ou de son client, d'un titulaire d'une charge publique ou de toute autre personne.
6. Ne constituent pas des activités de lobbyisme et, comme telles, sont exclues de l'application de la présente loi les communications ayant pour seul objet de s'enquérir de la nature ou de la portée des droits ou obligations d'un client, d'une entreprise ou d'un groupement en application de la loi.



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

### Annexe III

MUNICIPALITÉ DE VAL-JOLI  
APPEL D'OFFRES NUMÉRO \_\_\_\_\_  
CONTRAT POUR \_\_\_\_\_

#### DÉCLARATION DU SOUMISSIONNAIRE

Je, soussigné, \_\_\_\_\_, à titre de représentant dûment autorisé de \_\_\_\_\_ pour la présentation de la présente soumission, affirme solennellement que : *[chaque case applicable doit être cochée]*

- Je suis autorisé par le soumissionnaire à signer la présente déclaration en son nom;
- Je sais que la soumission ci-jointe peut être rejetée si les déclarations contenues à la présente ne sont pas vraies ou complètes;
- Je sais que le contrat, s'il m'est octroyé, peut être résilié si les déclarations contenues à la présente ne sont pas vraies ou complètes;
- J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration;

Je déclare qu'à ma connaissance et après vérification sérieuse:

- que la présente soumission a été établie sans collusion et sans avoir communiqué ou établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent;
- qu'il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement aux prix, aux méthodes, facteurs ou formules pour présenter un prix, à la décision de présenter ou ne pas présenter une soumission ou à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres;
- que ni moi ni aucun collaborateur ou employé n'a communiqué ou tenter de communiquer avec un employé ou un membre du conseil de la Municipalité dans le but de l'influencer ou d'obtenir des renseignements relativement à cet appel d'offres, sauf dans le cadre d'une communication avec le fonctionnaire responsable ou son représentant, dont les coordonnées apparaissent à cet appel d'offres;
- que ni moi, ni aucun collaborateur ou employé n'a communiqué ou tenté de communiquer avec un membre du comité de sélection, dans le but de l'influencer ou d'obtenir des renseignements relativement à cet appel d'offres;
- que je n'ai pas été déclaré coupable d'une infraction à une loi qui m'empêcherait de contracter avec un organisme public.

Je déclare: *[cocher l'une ou l'autre des options]*

- que je n'ai, en aucun moment, directement ou par l'entremise d'une autre personne, effectué des communications d'influence pour l'obtention du



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

contrat auprès d'un membre du conseil ou d'un employé de la  
Municipalité;

OU

- que j'ai, directement ou par l'entremise d'une autre personne, effectué des communications d'influence pour l'obtention du contrat auprès d'un membre du conseil ou d'un employé de la Municipalité, mais qu'elles ont respecté la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et le *Code de déontologie des lobbyistes*. Les personnes qui ont ainsi été contactées sont les suivantes : \_\_\_\_\_

Je déclare: [cocher l'une ou l'autre des options]

- que je suis un lobbyiste inscrit au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*;

OU

- que je ne suis pas un lobbyiste inscrit au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*.

NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE : \_\_\_\_\_

SIGNATURE : \_\_\_\_\_

DATE : \_\_\_\_\_

Affirmé solennellement devant moi à \_\_\_\_\_

Ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Commissaire à l'assermentation

District de \_\_\_\_\_



Initiales du maire

Initiales de la  
Dir.Gén/Sec. Très

## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

**Annexe IV**  
MUNICIPALITÉ DE VAL-JOLI  
APPEL D'OFFRES NUMÉRO \_\_\_\_\_  
CONTRAT POUR \_\_\_\_\_

**DÉCLARATION ET ENGAGEMENT D'UN MEMBRE  
D'UN COMITÉ DE SÉLECTION**

Je, soussigné, \_\_\_\_\_, à titre de membre du comité de sélection pour l'adjudication du contrat ci-haut mentionné, affirme solennellement que :

1. Je m'engage, en ma qualité de membre du présent comité de sélection :
  - à ne pas mentionner que je suis membre du présent comité de sélection à qui que ce soit, sauf aux autres membres du comité de sélection ou au secrétaire du comité;
  - à agir fidèlement et conformément au mandat qui m'a été confié, sans partialité, faveur ou considération et en respectant les règles d'éthique applicables;
  - à ne pas révéler ou à faire connaître, sans y être tenu, quoi que ce soit dont j'aurais pris connaissance dans l'exercice de mes fonctions, sauf aux autres membres du comité de sélection, au secrétaire du comité et au Conseil de la Municipalité;
2. De plus, advenant le cas où j'apprenais que l'un des soumissionnaires ou actionnaires ou encore membres du conseil d'administration de l'un d'eux me serait apparentée ou aurait des liens d'affaires avec moi, ou que je serais en concurrence avec un des soumissionnaires sous-évaluation, j'en avertirais sans délai le secrétaire du comité de sélection.
3. J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration;

NOM DU MEMBRE DU COMITÉ DE SÉLECTION : \_\_\_\_\_

SIGNATURE : \_\_\_\_\_

DATE : \_\_\_\_\_

Affirmé solennellement devant moi à \_\_\_\_\_

Ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Commissaire à l'assermentation  
District de \_\_\_\_\_

2020-02-358

**15. DÉPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE – AUTORISATION POUR ÉQUIPEMENTS**

Il est proposé par le conseiller Philippe Verly, appuyé par le conseiller Sylvain Côté de permettre à Cooptel d'installer une dalle de béton avec équipements pour le déploiement de la fibre optique, selon le croquis qui démontre un tracé en bordure de la route 249, le tout, en respectant les exigences du Ministère des Transports. Que la directrice générale et secrétaire-trésorière soit autorisée à transmettre les plans TQC du nouveau réseau d'alimentation en eau potable afin que Cooptel soit en mesure de bien localiser les conduites existantes. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

**2020-02-359 16. AJOUT BOÎTE POSTALE COMMUNAUTAIRE – DEMANDE À POSTES CANADA**

Il est proposé par le conseiller Sylvain Côté, appuyé par le conseiller Raymond Côté que la Municipalité de Val-Joli fasse une demande à Postes Canada pour l'ajout d'une boîte postale communautaire au 500, route 249 afin de pouvoir permettre aux citoyens de la Municipalité qui le désirent d'obtenir un casier. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

**2020-02-360 17. DIRECTRICE GÉNÉRALE ET SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE**

Il est proposé par le conseiller Raymond Côté, appuyé par la conseillère Lise Larochelle d'autoriser la directrice générale et secrétaire-trésorière à utiliser les services de l'officière en bâtiment pour effectuer du soutien clérical auprès de la directrice. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

**2020-02-361 18. AUTORISATION TRANSFERT DE COMPTE**

Que la directrice générale et secrétaire-trésorière soit autorisée à effectuer un transfert de fonds 2291 \$ du compte bancaire en lien avec la sécurité civile à celui du compte courant puisque le paiement du montant de 2 291 \$ a été fait par le compte courant mais que la dépense était en lien avec la Sécurité civile. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

### SÉCURITÉ PUBLIQUE

### TRANSPORT

### HYGIÈNE DU MILIEU

**2020-02-362 19. DEMANDE DE GRANULAB SUITE À LA RÉOLUTION 2019-11-268**

Attendu que Granulab a transmis une contre-proposition à la Municipalité de Val-Joli afin de répartir la facture d'Aqua-Berge Inc. 50/50 entre Granulab et la Municipalité de Val-Joli;

Attendu que la Municipalité désire mettre un terme à ce dossier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Perron, appuyé par le conseiller Philippe Verly d'autoriser un déboursé de 1 197 \$ taxes en sus à Granulab Inc. en lien avec la facture 2787 d'Aqua-Berge Inc. et d'abroger la résolution numéro 2019-11-268. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

**2020-02-363 20. TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE – AUTORISATION DE PAIEMENT FACTURE WSP CANADA INC. – FACTURE 896806**

Il est proposé par le conseiller Sylvain Côté, appuyé par la conseillère Lise Larochelle d'autoriser le paiement de la facture numéro 0896806 datée du 16 janvier 2020 au montant de 257.14 \$ taxes en sus représentant des honoraires pour le dossier de l'alimentation en eau potable, le tout, tel que prévu au mandat accordé à WSP Canada Inc. dans ce dossier. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

**2020-02-364 21. TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE – DÉCOMPTE PROGRESSIF NUMÉRO 4**

Il est proposé par le conseiller Philippe Verly, appuyé par la conseillère Josiane Perron d'autoriser le paiement du décompte progressif numéro 4 à T.G.C. Inc. au montant de 200 666.51 \$ taxes incluses pour les travaux d'alimentation en eau potable réalisés jusqu'au 27 janvier 2020, suite à la recommandation d'Avizo Experts-Conseils Inc. Ce montant comprend une retenue de 10 % du montant avant taxes. Le paiement de ce décompte est conditionnel à la réception des quittances d'ampleur suffisante afin que les montants des dénonciations de contrat soient moins de 282 940.48 \$. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

**2020-02-365 22. TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE – DÉCOMPTE PROGRESSIF NUMÉRO 5**

Il est proposé par le conseiller Raymond Côté, appuyé par la conseillère Lise Larochelle d'autoriser le paiement du décompte progressif numéro 5 au montant



Initiales du maire

Initiales de la  
Dir.Gén/Sec. Très

## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

de 162 655.41 \$ taxes incluses à T.G.C. Inc. pour les travaux d'alimentation en eau potable suite à la recommandation d'Avizo Experts-Conseils Inc. Ce montant comprend une retenue de 5 % du montant avant taxes et la libération du 5 % de retenue à la suite de la réception provisoire des travaux. Le paiement de ce décompte est conditionnel à la réception de quittances d'ampleur suffisante afin que les montants des dénonciations de contrat soient moins de 141 470.24 \$. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

### 2020-02-366 23. TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE – AUTORISATION DE PAIEMENT DE FACTURE 200468 D'AVIZO EXPERTS-CONSEIL

Il est proposé par le conseiller Philippe Verly appuyé par la conseillère Josiane Perron d'autoriser le paiement de la facture numéro 200468 à Avizo Experts-conseils, au montant de 8 652.54 \$ taxes en sus, représentant des honoraires de surveillance pour le projet 19-0728. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

## SANTÉ ET BIEN-ETRE

## AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT

### 24. COMPTE-RENDU DE L'OFFICIERE EN BÂTIMENT, ENVIRONNEMENT ET AGRAIRE – JANVIER 2020

Le maire résume le compte rendu mensuel de l'officière en bâtiment, environnement et agraire.

Permis décembre	Nouvelle construction	Autres permis	Évaluation totale	Lotissement	Renouvellement
2019	0	5	234 000 \$	0	0
2020	0	4	0 \$	0	0

### 2020-02-367 25. AVIS DE MOTION RÈGLEMENT VISANT À MODIFIER LE RÈGLEMENT SUR LES PERMIS ET CERTIFICATS NUMÉRO 2004-9 DANS LE BUT DE MODIFIER LA CADUCITÉ DE L'ÉPANDAGE DE MATIÈRES RÉSIDUELLES FERTILISANTES (MRF)

Il est, par la présente, donné avis de motion, par le conseiller Gilles Perron qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le règlement numéro 2020-02 visant à modifier le règlement sur les permis et certificats numéro 2004-9 dans le but de modifier la caducité de l'épandage de matières résiduelles fertilisantes (MRF) et demande de dispense de lecture est faite conformément à la loi.

### 2020-02-368 26. DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT 2020-02 INTITULÉ « RÈGLEMENT VISANT À MODIFIER LE RÈGLEMENT SUR LES PERMIS ET CERTIFICATS NUMÉRO 2004-9 DANS LE BUT DE MODIFIER LA CADUCITÉ DE L'ÉPANDAGE DE MATIÈRES RÉSIDUELLES FERTILISANTES (MRF) »

Il est, par la présente, déposé par le conseiller Gilles Peron, le projet du règlement numéro 2020-02 intitulé « Règlement visant à modifier le règlement sur les permis et certificats numéro 2004-9 dans le but de modifier l'épandage de matières résiduelles fertilisantes (MRF) » qui sera adopté à une séance subséquente.

## PROJET DE RÈGLEMENT 2020-02

PROVINCE DE QUÉBEC  
MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS  
MUNICIPALITÉ DE VAL-JOLI

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 2020-02  
VISANT À MODIFIER LE RÈGLEMENT SUR LES  
PERMIS ET CERTIFICATS NUMÉRO 2004-9 DANS LE  
BUT DE REMPLACER L'ÉPANDAGE DE MATIÈRES  
RÉSIDUELLES FERTILISANTES (MRF)



Initiales du maire

Initiales de la  
Dir.Gén/Sec. Très

## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

Attendu les pouvoirs attribués par la Loi à la Municipalité du Val-Joli;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la Municipalité de modifier le règlement sur les permis et certificats;

Attendu qu'un avis de motion du présent règlement a préalablement été donné par \_\_\_\_\_ lors de la séance du 3 février 2020;

Attendu que le projet de règlement a été transmis à chaque membre du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le présent règlement et renoncent à sa lecture;

En conséquence, il est ordonné et statué par règlement de ce conseil ce qui suit.

### Article 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

### Article 2

Le tableau 2 du chapitre 5, section 1 du règlement sur les permis et certificats numéro 2004-9 est modifié pour l'épandage de matières résiduelles fertilisantes (MRF) afin de se lire comme suit :

OBLIGATION DE CERTIFICAT	DÉLAI D'ÉMISSION	TARIFICATION	CADUCITÉ
Épandage de Matières Résiduelles Fertilisantes (MRF)	30 jours	100 \$	12 mois

### Article 3

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions de la Loi.

## LOISIRS ET CULTURE

### **2020-02-369 27. SEMAINE DE L'ACTION BÉNÉVOLE 2020 – DEMANDE DE SUBVENTION**

Attendu la demande du Centre d'action Bénévole de Windsor et région;

Attendu qu'un montant est prévu au budget 2020;

Il est proposé par le conseiller Sylvain Côté, appuyé par le conseiller Raymond Côté que la Municipalité contribue financièrement en donnant un don de 250 \$ au Comité de la Semaine de l'action bénévole dans le cadre de la semaine de l'Action bénévole 2020. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

### **2020-02-370 28. LE CLUB LES PATINS D'ARGENT DE WINDSOR – DEMANDE DE COMMANDITE**

Attendu qu'un montant est prévu au budget 2020;

Il est proposé par la conseillère Lise Larochelle, appuyé par le conseiller Sylvain Côté que la Municipalité contribue financièrement en donnant un don de 60 \$ au Club Les Patins d'Argent de Windsor pour une publicité de format cartes d'affaires dans le programme du spectacle. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

### **2020-02-371 29. ACTION-PARTAGE – DEMANDE AIDE FINANCIÈRE**

Attendu qu'un montant est prévu au budget 2020;



## Procès-verbaux de la Municipalité de Val-Joli

Il est proposé par le conseiller Gilles Perron, appuyé par la conseillère Lise Larochelle que la Municipalité contribue financièrement en donnant un don de 500 \$ à Action Partage. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

### 30. DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS

Aucune question n'est posée.

### 31. CORRESPONDANCE

Aucune liste de correspondance n'est déposée lors de cette séance.

2020-02-372

### 32. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Tous les points à l'ordre du jour étant épuisés, il est proposé par le conseiller Philippe Verly que la présente séance soit levée à 20 h 45. Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

\_\_\_\_\_  
Rolland Camiré,  
Maire

\_\_\_\_\_  
Nathalie Rousseau  
Directrice générale et secrétaire-trésorière

### RENONCIATION À LA SIGNATURE DE CHACUNE DES RÉOLUTIONS

Je soussigné, Rolland Camiré, maire, confirme que j'ai lu chaque résolution et que ma signature du présent procès-verbal est équivalente à ma signature de chacune des résolutions qu'il contient sens de l'article 142 (2) du *Code municipal* ».

Signé à Val-Joli en date du \_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Rolland Camiré, maire